

Football canadien—Loi

Au lieu de cela, le gouvernement prépare soigneusement la comparution remarquablement orchestrée de témoins devant le comité afin qu'on ne puisse pas dire que le temps de la Chambre est consacré à ce bill inepte puisqu'il sera au comité. En d'autres termes, cette mesure ne constitue qu'une manœuvre dilatoire destinée à distraire l'attention du public du refus du gouvernement de s'attaquer à nos problèmes réels. Je répète que si le gouvernement nous présentait une mesure destinée à faire face au coût élevé du logement ou au chaos provoqué par les grèves, ou s'il avait un budget à nous présenter, mes collègues et moi-même nous tairions.

Qu'a fait le gouvernement actuel? Il n'avait pas l'intention de nous voir siéger cette semaine, estimant que nous n'avions pas à discuter à l'heure actuelle des problèmes de nos concitoyens. Lorsque nous avons exigé, comme condition d'ajournement du Parlement, qu'on consacre au moins un jour de ce mois-ci ou du début du mois prochain pour traiter de la gestion de notre économie par le gouvernement, ce dernier a refusé sachant qu'il a perdu la confiance du Parlement et du public, décidé qu'il est à s'accrocher au pouvoir.

Lorsque nous avons refusé que les membres du gouvernement prennent leurs vacances, qu'a fait le premier ministre (M. Trudeau)? Il s'est envolé pour la Barbade. Mardi dernier, l'article de la page 9 du *Globe and Mail* concernant la réaction du premier ministre devant ce problème m'a beaucoup plu. On pouvait lire au dernier paragraphe:

Un porte-parole de M. Trudeau a déclaré que le premier ministre qui, vendredi dernier, est parti pour la Barbade avec sa famille reviendrait probablement à Ottawa aujourd'hui ou mercredi, c'est-à-dire à temps pour la présentation par le ministre de la Santé, M. Lalonde du bill controversé sur le football.

Autrement dit, pour le premier ministre et son gouvernement les questions économiques ne valent pas la peine qu'on s'en occupe, mais ce bill attrape-nigauds sur le football justifie le retour au Canada du premier ministre.

Quelle est donc l'attitude du cabinet, des gens qui, en principe, gouvernent le pays? Aujourd'hui, lors de la période des questions 60 p. 100 des ministres manquaient à l'appel, y compris le ministre des Finances (M. Turner), le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Sharp), le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gillespie) et le ministre de la Justice (M. Lang). Je suis ravi de voir qu'aujourd'hui le président du Conseil du Trésor (M. Drury) nous fait l'honneur de sa présence. Lorsqu'on regarde du côté des banquettes du Trésor on constate que sur les 29 membres du cabinet qui devraient être ici en ce moment, il n'y en a que deux et que le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. Lalonde) ou son secrétaire parlementaire n'y sont pas.

Des voix: C'est une honte!

Une voix: Ils sont partis gonfler le ballon.

M. Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Nous avons un gouvernement sans aucun esprit d'entreprise et d'initiative, un gouvernement qui a été répudié par la population de neuf des dix provinces et des deux territoi-

[M. Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo).]

res, un gouvernement sur lequel flotte une odeur de pourriture. Le bill présenté ces jours derniers est la meilleure preuve qu'il n'a pas du tout le sens des priorités.

Monsieur l'Orateur, le gouvernement déclare vouloir protéger la culture canadienne et le sport canadien alors qu'hier encore le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social admettait à la télévision que ce bill ne sauverait pas la Ligue canadienne de football et que ce n'était pas une panacée. En fait, tout semble même démontrer qu'il va porter préjudice à la Ligue canadienne de football en encourageant les équipes américaines de la Ligue mondiale à venir écumer les joueurs dans les équipes canadiennes qui offrent des salaires moins élevés. Lorsqu'on voit le gouvernement prendre des mesures de protection du football au nom du nationalisme canadien, je crois qu'il ne faudrait pas oublier qu'au Canada, notre sport national n'est ni le football ni le hockey; c'est le jeu de crosse auquel les Indiens du Canada ont été les premiers à s'adonner.

Je viens d'un village où l'on joue à la crosse depuis des générations. J'invite le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, qui est maintenant revenu à la Chambre, à aller parler à ceux qui jouent à la crosse et à apprendre d'eux quelle aide ils ont reçue du gouvernement et de son ministère. On n'a guère aidé au développement de notre sport national. Comme mon collègue de Hillsborough (M. Macquarrie) l'a signalé hier soir, nous risquons de perdre le jeu de la crosse aux Américains qui constituent des équipes aux États-Unis et il ne faut à peu près pas compter sur le gouvernement fédéral pour aider ce sport.

L'été dernier, j'ai écrit au secrétaire d'État (M. Faulkner) et au ministre chargé d'Information Canada pour leur signaler l'importance de promouvoir cette partie de notre patrimoine national. J'ai appris que les efforts de promotion du gouvernement se résumaient à un film de 14 minutes produit en 1964, un autre produit en 1965 et une brochure sur la crosse au Canada. Quel bel exemple d'initiative!

Monsieur l'Orateur, l'année dernière, j'ai eu l'occasion d'assister à la partie de la coupe Grey à Toronto. Je n'ai pu m'empêcher de voir en ces deux formations qui s'opposaient la lutte que se livrent General Motors et Ford. Contrairement au ministre, cependant, je ne reproche à ceux qui aiment le football de le regarder, que ce soit les Northmen de Toronto ou les Argonauts de Toronto. Ils devraient avoir cette possibilité. Mais j'ai bien l'impression que le bien ultime du pays sera décidé non pas par les athlètes professionnels mais par les amateurs que le gouvernement a négligés. Le ministre hoche la tête; il est donc d'accord.

● (1510)

M. Lalonde: Avec la première partie, oui, mais non pas avec la dernière.

M. Beatty (Wellington-Grey-Dufferin-Waterloo): Je le répète: l'heure n'est pas à une mesure artificielle de la part d'un gouvernement moribond. L'heure n'est pas à l'inaction face aux problèmes nationaux. L'heure est aux efforts honnêtes pour tenter de régler nos vrais problèmes. Mais